Fernández Félix Ana,
Cuestiones legales del Islam temprano :
la ʻUtbiyya *y el proceso de formación de la sociedad islámica andalusí*

Madrid, CSIC, 2003. 604 p.

Après une courte présentation, l'ouvrage se divise en : *La ʻUtbiyya y el derecho islámico en al-Andalus* – I. al-ʻUtbī ; II. La obra jurídica de al-ʻUtbī ; III. La transmisión de la *ʻUtbiyya ;* IV. La *ʻUtbiyya* y el derecho mālikí en al-Andalus –, et *La ʻUtbiyya y el proceso de formación de la sociedad islámica andalusí* – V. Las *masā'il* relativas a al-Andalus ; VI. Cuestiones legales relativas a *ḏimmīs*. Conclusiones. Apéndices : cuestiones relativas a al-Andalus, cuestiones planteadas por alfaquíes andalusíes, cuestiones relativas a *ḏimmíes*. Fuentes y bibliografía.

Reconnaissant que « les textes juridiques islamiques son fondamentaux pour connaître l'histoire du développement légal musulman et comprendre le contexte social qui génère et applique ces normes », A.F. F. s'est attachée à analyser la *Mustaḫraǧa/ʻUtbiyya*, comment et quand surgit cette œuvre, sa structure, son contenu et l'importance de cette compilation juridique dans al-Andalus, ainsi que le fait qu'Abū l-Walīd ibn Rušd (m. 520/1126) en ait composé, de 506/1113 à 519/1125, un volumineux commentaire, son *Kitāb al-bayān wa l-taḥṣīl*. Les pages 395-500 tentent d'illustrer le parti que l'on peut tirer de la *ʻUtbiyya* pour analyser le processus de formation de cette société islamique occidentale, tablant sur les réponses faites à des questions posées par des gens originaires d'al-Andalus, ou ayant trait à ce pays. L'accent est mis sur les facteurs d'intégration et d'exclusion des musulmans face aux communautés *ḏimmī*-s.

Muḥammad b. Aḥmad b. ʻAbd al-ʻAzīz b. Abī ʻUtba... Abū ʻAbd Allāh al-Umawī al-ʻUtbī al-Qurṭubī (m. 255/869) commença par étudier avec l'andalou Yaḥyā b. Yaḥyā al-Layṯī, avant de voyager en Ifrīqiya (où il suivit les cours de Saḥnūn b. Saʻīd) et en Égypte (où il fut peut-être élève d'Aṣbag b. al-Farağ), mais ne poussa point jusqu'à La Mecque. De retour à Cordoue, son prestige fut grand (A.F. F. a retrouvé la trace de 48 disciples) et al-ʻUtbī entreprit la tâche de réunir les *[Réponses] aux questions posées [à Mālik b. Anas] qui ne figurent pas dans la* Mudawwana ou *[Al-masā'il] al-mustaḫraǧa min al-asmiʻa mimmā laysa fī l-Mudawwana*, également connue sous le titre de *Al-ʻUtbiyya*. Ouvrage dont 72 transmetteurs ont été repérés par A.F. F. Le titre même indique qu'il s'agit d'un « supplément », du type *musnad,* puisque son auteur avait choisi de ranger ses données par transmetteurs – bien que ʻAbd Allāh b. Muḥammad al-Aʻraǧ (m. 309/921) l'ait « reclassé » par matières pour son usage en Ifrīqiya.

La *ʻUtbiyya* n'égala jamais le prestige ni la reconnaissance générale de la *Mudawwana*. Nombre de critiques s'élevèrent à l'encontre de la *ʻUtbiyya* et de la méthode suivie par son compilateur. ʻIyāḍ a recueilli l'opinion d'Ibn Waḍḍāḥ (m. 286/899) qui « y voyait force erreurs/ *ḫaṭa' kaṯīr* ». Muḥammad b. ʻAbd al-Ḥakam (317/929) en faisait « un tissu de faussetés / *ǧullahā kaḏūban*, de questions sans fondement, de [consultations] discréditées et rebattues, de versions discordantes [soi-disant] faites à des sessions que les personnes présentes à ces consultations n'acceptent pas. Il préféra même faire cadeau de son exemplaire de crainte qu'il ne figure dans son héritage. » Ibn Lubūba (m. 314/926) la jugeait « farcie de *riwāyāt maṭrūḥa* et *masā'il ġarība* et ne pouvant être enseignée qu'aux personnes capables de séparer le vrai du faux ». Toutes les critiques vont dans le même sens : « n'avoir rien vérifié et y avoir inclus n'importe quoi. » Cela paraît être aussi le jugement des auteurs de *K.- al-waṯā'iq*. Ibn al-ʻAṭṭār (m. 399/1009) ne la cite que très sporadiquement, Ibn Muġīṯ (459/1067) lui préfère de beaucoup la *Mudawwana*, al-Bunti (m. 462/1070) et al-Ǧazīrī (58571189) n'en font point cas...

Mais on ne saurait ignorer qu'Ibn Ḥazm affirmait qu'elle « était très appréciée en Ifrīqiya où elle connut un rapide diffusion ». Le grand juriste que fut Abū l-Walīd b. Rušd (m. 520/1126), considérant injuste qu'on la rangeât loin derrière la *Mudawwana*, travailla douze années à la rédaction d'un énorme commentaire (20 vol.) : *Al-bayān wa l-taḥṣīl wa l-šarḥ wa l-tawǧīh fī masā'il al-Mustaḫraǧa. Bayān*, qui déplaça et étouffa toute transmission postérieure de l'ouvrage commenté. Pourquoi une telle somme de travail alors qu'il n'en consacra même pas la moitié à la *Mudawwana ?*

La *Mustaḫraǧa/ʻUtbiyya*, compilation de consultations / *samāʻ* et déclarations / *qawl* de juristes musulmans (Mālik, Ibn al-Qāsim, Saḥnūn, Ibn Wahb, Ašhab, ʻĪsā b. Dīnār, Yaḥyā b.Yaḥyā, etc.), ignore pratiquement *Qur'ān* et traditions prophétiques. Elle ne saurait donc être classée comme recueillie par un membre du *ahl al-ḥadīṯ*. Le poids relatif des questions posées par des gens d'al-Andalus devrait permettre de l'utiliser comme un reflet des problèmes et des inquiétudes de cette région [(1)]. On serait donc en droit d'attendre une étude couvrant l'éventail du « proceso de formación de la sociedad islámica andalusí »...

Le sous-titre, La *ʻUtbiyya*, pourrait induire à penser qu'on commençait par une édition du texte arabe afin que le lecteur puisse juger sur pièces. Las, tout se borne à la liste des *rusūm* (139-63), des *kutub* (164-98), tirée du *Bayān* d'Ibn Rušd ; une preuve discutable puisqu'il y a de sérieuses divergences avec ses *Fatāwā* transmises par Ibn al-Wazzān.

(1) Il semble que l'idée originale doive beaucoup aux publications de M. Muranyi (1984 et 1997) et M. Ḥağği (1992).

BCAI 22 (2007) Fernández Félix Ana : Cuestiones legales del Islam temprano: la ʻUtbiyya y el proceso de formación de la sociedad islámica andalusí, recensé par Pedro Chalmeta
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

A.F.F., suivant les conclusions de J. Schacht [2], affirme « avoir tracé le panorama général de la période formative du droit islamique dans al-Andalus, qui commence fin IIe/VIIe siècle et se développe essentiellement durant le IIIe/IXe siècle. Ce n'est que fin du IIIe siècle et commencement du IVe/Xe que l'on peut affirmer que l'école mālikite s'était consolidée dans al-Andalus ». Processus légèrement plus tardif en terme d'école, mais sans que cela implique un triomphe absolu du mālikisme, puisque Ibn al-ʻAṭṭār (m. 399/1009) n'hésitait pas à envisager « la possibilité que la magistrature ne vienne à retomber sur quelqu'un qui considère [le patronat de conversion comme équivalent à celui de manumission] et rende jugement en ce sens ».

Étant donné que près de la moitié des *Cuestiones legales* tourne autour de la formation du droit mālikite dans al-Andalus et des facteurs différentiels des musulmans, on se serait attendu à une attention plus poussée du passage à l'islam. Il paraît évident que, dans un contexte de « formation de la société islamique », l'accroissement du nombre de fidèles se fait surtout par conversions. Celles-ci épousant un moule juridique précis, il était essentiel de définir sa formulation, ses modalités temporelles et théologiques. On se serait alors aperçu qu'Ibn al-Qāsim était bien moins exigeant que le cordouan Ibn al-ʻAṭṭār, qui détaillait [3] les clauses et conditions de validité de la conversion d'un/e chrétien/e, juif/e, *maǧūs*/e. Une question légale qui permet de suivre l'évolution et la chronologie de la constitution de la société islamique d'al-Andalus. Fait qui rend surprenant qu'A.F. F. n'ait pas songé à tirer parti des formulaires notariaux (Ibn al-ʻAṭṭār, Ibn Muġīṯ, al-Buntī, al-Matīṭī, Ibn al-Ḥaǧǧ al-Ġarnaṭī, al-Ǧazīrī, Ibn Salmūn, Abū Isḥāq al-Ġarnaṭī).

Des traductions erronées (418) « ... si ellos no encuentran a nadie que por esa cantidad haga la peregrinación por ese hombre desde su país, pueden enviar con ese dinero a alguien que esté dispuesto a hacerlo desde otros lugares, como Ifrīqiya o Miṣr. Si no lo encuentran, *mientras tanto se hará cargo de ello [su asunto] la ciudad (*al-madina*) o su imam, hasta que agoten lo que él dejó como legado*. » Avec en note : la ville serait la citadelle ou le *ṣāḥib al-madīna*. Au lieu de « Qayrawān, Miṣr, Médine ou La Mekke suivant la quantité du legs », comme l'indique Ibn al-ʻAṭṭār (p. 480 / trad. p. 723) qui cite l'opinion d'Ibn Ḥabīb. Les mentions de *dirham andalusī* de la p. 426 auraient gagné en clarté si l'on avait consulté divers articles d'A. Canto et de T. Ibrāhīm (ainsi que Chalmeta, « Monnaie de compte... »).

La rédaction manque de clarté au point de rendre ambigus (ou incompréhensibles) de nombreux passages (p. 72, 134, 136, 204, 248, 347, 382, 392) ; la p. 433 semble écarter les chrétiens de la catégorie de *ḏimmī*... L'exclusion des *maǧūs* d'al-Andalus pour cause de zoroastrisme, p. 414, oublie les retentissantes attaques des Vikings à Séville en 844 et à Algeciras, Orihuela en 858, et ignore le fait qu'al-Rāzī désigne de ce nom les populations locales de Huesca et Vasconie, touchées par les campagnes émirales de 793, 795, 817 (mort de Ṣaltān, paladin des *maǧūs*), 825 (campagne de « La victoire » remportée aux pied du Ǧabal al-maǧūs en Alava). Événements tous contemporains d'al-ʻUtbī !

Le culte du *magister dixit,* qui continue à sévir au CSIC, pousse à citer comme « fuentes » des études modernes (qu'on retrouve ensuite correctement rangées dans la bibliographie). Inclure la *Muwaṭṭa'* parmi les œuvres de *ḥadīṯ* risque de faire sursauter plus d'un. Il n'est pas sûr que le lecteur apprécie les références internes genre « voir 1.3 » (sans préciser lequel des six chapitres), au lieu de *supra,* p. 247. Les auteurs musulmans ne connaissaient ni ne mettaient d'index... et tout médiéviste a maintes fois pâti de la nécessité de lire un ouvrage en entier pour retrouver une donnée. La diffusion de cet outil semble bien lente puisque, en 2003, une publication « scientifique » dédaigne son usage...

Qui trop embrasse mal étreint ; et un titre tel que *Cuestiones legales del Islam temprano : la* ʻUtbiyya *y el proceso de formación de la sociedad islámica andalusí* promettait beaucoup. Réalisée avec trop de hâte, il n'en est que plus dommage que son utilité se voie déparée par les défauts signalés, aggravée par le manque d'index.

Pedro Chalmeta
Universidad Complutense, Madrid

(2) Après une discussion sur la « formation du droit islamique », avec le résumé – trop long (plus de 25 p.) – des théories de Goldziher, Schacht, Calder, Hallaq, etc., et des démêlés des introducteurs du *ḥadīṯ*, dans al-Andalus, avec les *fuqahā'* locaux.

(3) *Kitāb al-waṯā'iq*, p. 405-418.

BCAI 22 (2007) Fernández Félix Ana : Cuestiones legales del Islam temprano: la ʻUtbiyya y el proceso de formación de la sociedad islámica andalusí, recensé par Pedro Chalmeta
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net